

La DTFE prévoit 3,2% de croissance en 2018

Comme à l'accoutumée, le ministère de l'Économie et des finances a dévoilé sa note mensuelle de conjoncture, pour le mois de mai 2018.

Globalement, la croissance économique pour l'année 2018 devrait légèrement ralentir. Après une année 2017 marquée par l'accélération de la croissance à 4,2%, l'année 2018 devrait enregistrer une croissance économique de 3,2%, sous l'effet d'une hausse moins importante de la valeur ajoutée agricole et ce, malgré la poursuite attendue de la consolidation des activités non agricoles.

La production céréalière en hausse

La bonne répartition spatiale et temporelle des précipitations depuis le début du mois de décembre 2017 a eu un impact très positif sur le déroulement de l'actuelle campagne agricole. En effet, le cumul pluviométrique moyen a atteint 367,7 mm à mi-avril 2018, contre 317 mm pour à une année normale, ce qui a contribué à résorber le déficit pluviométrique, évalué à 61% lors de la période des semis.

Quant à la réserve hydrique des barrages pour usage agricole, elle a atteint environ 10,5 Mm³ au 19 avril, contre 8,5 Mm³ à la même date lors de la campagne précédente, soit un taux de remplissage de 69,3% contre 55,8%.

Ainsi, selon les premières estimations, la production céréalière au titre de la campagne agricole 2017-2018 devrait atteindre 98,2 M.Ox, en hausse de 3% par rapport à la campagne précédente, dont 48,1 M.Ox pour le blé tendre, 27,3 M.Ox pour l'orge et 22,8 M.Ox pour le blé dur. Outre les conditions climatiques favorables, la note de conjoncture du MEF explique que cette performance est attribuée au renforcement de l'utilisation des semences certifiées, favorisant ainsi une hausse de 23% des rendements moyens qui ont atteint



un niveau record de 21,8 Ox/ha.

Baisse de l'utilisation des TUC

Au niveau du secteur industriel et en dépit des performances positives enregistrées par les exportations des industries liées aux MMM, les résultats de l'enquête mensuelle de BAM font ressortir une baisse de 2,3 points du taux d'utilisation des capacités de production industrielle (TUC) en moyenne des trois premiers mois de l'année 2018, passant de 62,7% à 60,3% d'une année à l'autre. Cette évolution recouvre, d'une part, des baisses de 3,3 pts du TUC des industries mécaniques et métallurgiques et de 2,7 pts des industries chimiques et parachimiques et, d'autre part, une hausse de 2,7 pts de celui des industries de textile et cuir.

L'activité touristique dans le vert

L'activité touristique a continué d'afficher une bonne dynamique au cours des trois premiers mois de l'année 2018. En effet, les arrivées aux postes frontières se sont accrues de 15,3% pour atteindre 2,41 millions de touristes, soit +7,9% par rapport à la même période l'année précédente. Cette évolution est attribuée à une nette accélération de 24,2% des arrivées de touristes étrangers, après +11,7% il y a un an et, dans une moindre mesure, à une hausse de 2,4% de celles des MRE, contre +2,8%.

Cette bonne performance a concerné l'ensemble des principaux marchés émetteurs tradi-

tionnels, notamment l'Allemagne (+24%), l'Italie (+22%), le Royaume-Uni (+13%), la France (+12%), l'Espagne (+12%) et la Hollande (+12%).

Les ventes de ciment déclinent

Au niveau du secteur du BTP, les ventes de ciment ont enregistré une baisse de 15,1% durant le mois de mars, portant la contre-performance observée depuis le début de l'année à -6,9%, contre -4,7% un an auparavant. Cette contraction, qui confirme la conjoncture morose qui touche le secteur particulièrement depuis l'année dernière, serait également liée aux précipitations qui ont ralenti la cadence des chantiers.

Réduction du déficit budgétaire

Au terme des trois premiers mois de l'année 2018, la situation des charges et ressources du Trésor a fait ressortir un déficit budgétaire de 7,6 MMDH contre 8 MMDH à fin mars 2017. Cet allègement du niveau du déficit a été induit essentiellement par une baisse des dépenses globales plus importante que celle des recettes, notamment fiscales.

Les recettes fiscales ont affiché un repli de 986 MDH ou 1,7%, avec une baisse de 2,9 MMDH ou 10,1% des impôts directs et une hausse de 1 MMDH ou 5,2% des impôts indirects.

La baisse des impôts directs est liée principalement au recul de 2,9 MMDH ou 16,7% des recettes tirées de l'impôt sur les sociétés (IS) qui s'est situé à 14,9 MMDH.

Cette baisse s'explique par les résultats moins favorables en 2017 du secteur financier, des sociétés pétrolières, de l'agence nationale de la conservation foncière, des cimenteries, des sucriers et des sociétés de télécommunication comparative-ment à l'exercice 2016.

Par ailleurs, les recettes tirées de l'impôt sur le revenu (IR) ont enregistré une augmentation de 116 MDH ou 1,1% pour s'établir à 10,5 MMDH, sous l'effet particulièrement de l'amélioration des recettes au titre de l'IR sur les salaires.

S'agissant des impôts indirects, la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) a marqué une hausse de 997 MDH ou 7,1%, induite par la progression aussi bien de la TVA à l'intérieur (+320 MDH ou +6%) que de la TVA à l'importation (+677 MDH ou +7,8%).

Du côté des recettes non fiscales, elles ont baissé de 375 MDH ou 18%, en raison notamment de la diminution des fonds de concours (48 MDH contre 116 MDH) conjuguée à la hausse de la redevance gazoduc (482 MDH contre 317 MDH) et des recettes en atténuation des dépenses de la dette (177 MDH contre 116 MDH).

Pour ce qui est des recettes de monopoles et participations, elles ont atteint 294 MDH à fin mars 2018 contre 543 MDH à fin mars 2017, provenant principalement des versements de Bank Al-Maghrib et ONDA.

Le besoin de financement du trésor en recul

Compte tenu d'une baisse >>

>> de 5,3 MMDH des dépenses en instance de paiement et d'un solde positif de 7,8 MMDH des comptes spéciaux du Trésor, le besoin de financement du Trésor s'est situé à près de 13 MMDH contre 14,8 MMDH il y a un an. Au terme du premier trimestre de l'année 2018, la situation des échanges extérieurs a été marquée par une hausse du déficit commercial de 5 MMDH ou 11,4%, pour s'établir à 49 MMDH. Cette évolution résulte de l'augmentation de 9,3 MMDH ou 8,6% des importations plus importante que celle des exportations (+4,3 MMDH ou 6,7%). Ainsi, le taux de couverture est passé de 59,3% à 58,3%, d'une année à l'autre, en baisse d'un point.

Recul des crédits bancaires

A fin mars 2018, les créances sur l'économie ont affiché une baisse de 3,5 MMDH ou 0,3%, par rapport à décembre 2017, contre -299 MDH ou -0,03% à la même période de l'année précédente, recouvrant une baisse des crédits bancaires de 13,8 MMDH ou 1,6%, soit la même évolution un an auparavant, et une hausse des titres de 8,8 MMDH ou 8,1% contre +7,8 MMDH ou +7,7%. Compte non tenu des crédits à caractère financier, composés principalement de ceux accordés aux OPCVM autres que monétaires, qui ont accusé une baisse de 12,6 MMDH ou 10,8% contre -10,7 MMDH ou -8,9%, le flux des crédits bancaires ressort à -1,2 MMDH ou -0,2% cont-

re -3,1 MMDH ou -0,4%.

Evolution favorable de l'activité boursière

Pour ce qui est de l'activité boursière, le MEF a noté qu'au titre du T1 2018, l'activité boursière a marqué une évolution favorable, comme en témoignent les performances trimestrielles positives de la place MASI (+5,4%) et MADEX (+5,1%). Dans cette évolution, la capitalisation boursière a atteint 660,6 MMDH au terme du T1-18, en accroissement de 33,7 MMDH ou de 5,4% par rapport à fin décembre 2017.

Par secteur d'activité, les meilleures performances ont concerné les technologies de l'information (+18,7%), les télécommunications (+11%), les sociétés financières (+10,3%), l'industrie (+5,1%) et les assurances (+3,7%).

En revanche, le volume des transactions s'est contracté de 2,4 MMDH ou 16,8% par rapport au T1-17, pour revenir à 11,9 MMDH. Cette évolution est liée principalement à la baisse des transactions effectuées sur le marché central (-3,4 MMDH ou -27%) tandis que celles réalisées sur le marché de blocs se sont améliorées de 1 MMDH ou 75,4%.

Hausse du taux d'inflation

Durant le mois de mars, l'indice des prix à la consommation a enregistré une légère hausse de 0,1%, recouvrant une augmenta-

tion de 0,2% des prix des produits alimentaires et une stagnation de ceux des produits non alimentaires.

Les principales hausses au niveau des prix des produits alimentaires ont concerné les « poissons et fruits de mer » (+4,7%), les « fruits » (+0,9%), et les « viandes » (+0,7%). En revanche, les prix ont reculé de 1,1% pour les « eaux minérales et boissons rafraichissantes » et de 0,7% pour les « légumes » et le « lait, fromage et œufs ».

En moyenne des trois premiers mois de l'année, le taux d'inflation est passé de 1,3% en 2017 à 2% en 2018. Cette évolution provient de la hausse de 2,3% des prix des produits alimentaires au lieu de +0,9% un an auparavant, au moment où les prix des produits non alimentaires ont augmenté de 1,5% après 1,7% il y a un an.

Chômage, le taux d'activité en baisse

Entre le T1-17 et le T1-18, la population active âgée de 15 ans et plus a progressé de 0,8% au niveau national pour atteindre 12,15 millions de personnes. Ainsi et compte tenu d'une hausse de 1,7% de la population en âge d'activité, le taux d'activité a poursuivi sa baisse en passant de 47,5% au T1-17 à 47,1% au T1-18. En matière d'emploi, 142 000 postes d'emplois rémunérés ont été créés au cours de cette période, dont 79000 en milieu urbain et 63000 en milieu rural.

Pour ce qui de la population active en chômage, elle est passée de 1.296 personnes au T1-17 à 1,27 million au T1-18, ce qui correspond à une baisse de 24 000 chômeurs ou 1,9% au niveau national.

Selon le milieu de résidence, ce taux a reculé de 0,1 point en milieu urbain pour s'établir à 15,6% suite au repli du chômage parmi les personnes âgées entre 35 et 44 ans (-0,9 point à 8,2%) et celles ne disposant pas de diplômes (-0,4 point à 7,1%).

En revanche, ce taux s'est aggravé pour les jeunes âgés entre 15 et 24 ans (+2 point à 43,5%) et 25 à 34 ans (+0,5 point à 23,7%) et pour les diplômés (+0,1 point à 20,8%). En milieu rural, le taux de chômage a diminué de 0,6 point pour s'établir à 3,5%, suite principalement à la baisse du chômage parmi les diplômés (-1,7 point à 9%), les personnes âgées entre 25 et 34 ans (-1,1 point à 4,5%) et entre 15 et 24 ans (-0,8 point à 10,1%). Parallèlement, la population active occupée en situation de sous-emploi, a augmenté de 3,1% pour atteindre 1.090 personnes. Le taux de sous-emploi s'est ainsi aggravé de 0,2 point à 10% au niveau national suite à une hausse, exclusivement dans les campagnes, de 0,4 point à 10,7% alors qu'il est resté stable à 9,4% dans les villes.

L'intégralité de la note de conjoncture est téléchargeable en cliquant ici.

I. Jirrari